Roch Denis

Politologue, Université du Québec à Montréal

(1988)

“Une révolution pas si tranquille... avant 1960”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Roch DENIS, "Une révolution pas si tranquille... avant 1960". Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, **Georges-Émile Lapalme**, pp. 61-71. Montréal: Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection : Les leaders politiques du Québec contemporain.

M. Denis est politologue à l'Université du Québec à Montréal, et en 2005, recteur de l'UQAM.

Courriel : denis.roch@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 19 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

Introduction

- I. Les traits de la période
- II. Un essai de synthèse
- III. Une troisième et dernière remarque par rapport aux caractéristiques de la période s'impose

Roch DENIS,
politologue à l’Université du Québec à Montréal,
et en 2005, recteur de l’UQAM.

“Une révolution pas si tranquille... avant 1960”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Jean-François Léonard, Georges-Émile Lapalme, pp. 61-71. Montréal: Les Presses de l'Université du Québec, 1988, 303 pp. Collection: Les leaders politiques du Québec contemporain.

Introduction

“C'est le parti libéral qui en 1960 apporta la révolution tranquille. Je suis tellement *tanné* de lire tous ces faux docteurs et tous ces illustres embusqués de la politique...”

“... quand Jean Lesage entra au Conseil des ministres le 5 juillet 1960, qui jusque là avait exercé une action dans le peuple ? *Cité Libre* qui n'avait pas de lecteurs ni d'influence ? Ou le parti libéral, qui, lui, ne jouait pas à l'héroïsme de la plume ? Dire qu'il y a encore des gens de chapelles qui répètent onze ans plus tard que M. X ou M. Y ou un autre furent les auteurs de la victoire !”

Georges-É. Lapalme,
le paradis du pouvoir, Mémoires, tome III

[Retour à la table des matières](#)

Ni la "transmutation", ni la "liquidation", ni le "rattrapage" ne décrivent ou n'expliquent la Révolution tranquille. Quand on parlait de la domination duplessiste de cette époque médiévale ... si on murmurait des noms d'opposition on osait parler de Lapalme et de son parti, du *Devoir* et de Jean Marchand.

Les époques historiques ont des "renommées" diverses. Dans la conscience collective des peuples, des classes et des sociétés, certaines sont marquées d'un signe positif, d'autres font l'objet d'un bilan négatif. Ainsi au Québec, sans remonter plus loin que l'après-Deuxième Guerre mondiale, il est remarquable de noter que la période de la Révolution tranquille est dotée d'une renommée extrêmement favorable, que beaucoup s'en réclament, alors que la décennie précédente est considérée jusque dans sa désignation comme une période noire.

C'est un signe. Ici, c'est la révolution et le changement, (même tranquille...), qui sont prestigieux dans la mémoire collective, ainsi qu'aux yeux des chercheurs-es et des analystes, tandis que le conservatisme rétrograde des années antérieures est l'objet d'un phénomène de rejet.

Peut-être ce phénomène n'est-il pas sans lien avec le très grand nombre d'études et d'analyses qui ont été consacrées à la Révolution tranquille et aux années subséquentes alors que, jusqu'à une période relativement récente, les années 50 faisaient relativement figure de parent pauvre dans la recherche.

Mais l'intérêt que présente l'étude de ces années est de plus en plus reconnu, même si demeure le jugement d'ensemble qu'on porte sur le régime politique qui y était en vigueur. Avec le recul du temps, on sait mieux et de façon plus concrète comment la mutation des années 60 a été conçue et préparée pendant la période antérieure. D'autre part, à la différence de la Révolution tranquille où l'on voit le changement s'opérer sous nos yeux, devenir le fait dominant de l'actualité et être repérable à plusieurs signes extérieurs, les années 50 semblent à certains égards le temps de la fixité, de l'impossible mouvement. Or la révolution tranquille n'est pas un phénomène de génération spontanée et, en s'y intéressant, les chercheurs ont été inévitablement conduits à s'interroger sur ses antécédents.

Le retour sur les années 50 fournit donc l'occasion privilégiée d'étudier le processus du changement et des transformations socio-politiques tel qu'il opère souvent en souterrain, caché derrière l'écran de l'apparente stabilité, masqué par l'apparence des choses et des événements détachés les uns des autres.

Elles offrent aussi un autre point d'intérêt. Sous l'emprise inévitable du "traitement de l'information" qui travaille en surface, non seulement le politique est-il constamment réduit au domaine des décisions gouvernementales et de la scène parlementaire, mais l'actualité quotidienne accorde souvent à la fois beaucoup d'importance à des choses qui en auront peu du point de vue de l'évolution socio-politique et peu d'importance à des choses qui en ont beaucoup. Or les années 50 rappellent utilement que le processus du changement socio-politique ne saurait être confiné au "salon de la race" et que, pendant cette période, les facteurs les plus déterminants pour rendre compte des transformations ultérieures n'étaient pas nécessairement visibles à cet endroit.

L'objet du présent texte n'est pas de fournir une contribution nouvelle aux connaissances accumulées sur cette période. Au cours des quinze dernières années, plusieurs travaux ont permis de dégager un ensemble de faits et de données significatives qui constituent aujourd'hui un matériel très abondant pour comprendre le développement socio-politique des années 50. Il reste sans doute

encore beaucoup d'espace inoccupé pour l'investigation scientifique, mais nous avons pensé, dans le cadre du présent colloque, faire porter notre réflexion sur deux plans :

- d'abord, tenter de recenser les principaux traits caractéristiques de cette période tels qu'ils ressortent des travaux et des analyses qui lui ont été consacrés. Certaines contributions sont de portée plus générale, d'autres s'intéressent à des aspects plus spécifiques de cette période. Vu leur nombre, nous ne pouvions pas procéder à un examen exhaustif de toutes ces contributions, mais, en cherchant à ne pas oublier de travaux significatifs, nous avons retenu des ouvrages ou des articles publiés en français par les auteurs suivants : Bergeron, Dion, Linteau, Durocher et al., Fortin, Godbout, Archibald, Bourque, Legaré, Monière, Bourassa, Boismenu, ainsi que la contribution conjointe de la CSN et de la CEQ et nos propres travaux ¹ ;
- une fois recensés les traits qui semblent les plus marquants de la période, nous essaierons en deuxième partie de formuler quelques observations en guise de synthèse. D'une part, quittant le terrain plus descriptif de notre première partie, nous nous attacherons à dégager certaines lignes de force des processus socio-politiques de la période. Ensuite, nous discuterons d'un problème d'interprétation. A ce sujet, un constat, qui peut paraître une évidence, mérite d'être souligné tout de suite : les faits retenus pour caractériser la période sont souvent les mêmes chez de nombreux auteurs mais les interprétations, elles, sont souvent divergentes.

Nous n'aborderons pas dans ce cadre la question qui a fait l'objet d'un débat pendant un bon moment, celui de l'existence ou non d'une bourgeoisie québécoise autochtone. Cette question a été soulevée dans des travaux économiques et politiques sur la Révolution tranquille et l'après Révolution tranquille, mais elle est abordée aussi dans les recherches sur les années 50. A l'heure actuelle, il n'est peut-être pas exagéré de dire que la plupart des analyses reconnaissent l'existence d'une bourgeoisie québécoise francophone, plutôt que simplement l'existence d'une petite bourgeoisie (Bourque, Legaré, 1979 et Legaré, 1980). Nous nous intéresserons plutôt à un autre sujet d'interprétation : celui qui consiste à identifier la ou les sources principales du changement dans les années 50. Là-dessus, les analyses se contredisent souvent, mais il est aussi frappant de constater qu'elles s'ignorent entre elles la plupart du temps.

¹ La liste de ces travaux est donnée en fin de texte.

I.

Les traits de la période

[Retour à la table des matières](#)

- 1) Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'étudier la base économique du mouvement socio-politique de cette période, il faut rappeler d'abord ce que nombre d'auteurs soulignent : les années 50 sont marquées au Québec par les retombées du "boom économique" capitaliste à l'échelle internationale, lui-même alimenté par la reconstruction impérialiste des États capitalistes d'Europe (le plan Marshall) et par la Guerre de Corée (1950-1953).
- 2) Dans ce contexte, à la fin des années 40 et au début des années 50, le chômage est relativement faible au Québec, se situant autour de 3 ou 4%, mais il aura tendance à vite remonter pour passer à 6% en 1957 et atteindre 10% en 1960, période qui voit le début d'une nouvelle récession.
- 3) Ces années sont marquées aussi par une domination de plus en plus forte du capital américain sur l'économie du Québec et du Canada, domination qui, soulignent la CSN et la CEQ, atteint un taux inégalé dans le monde entier (CSN, CEQ, *Histoire du mouvement ouvrier*, p. 167).
- 4) Autre trait significatif indiqué partout : le phénomène accentué de l'industrialisation et de l'urbanisation, et celui de la très forte croissance démographique. On note que la population québécoise augmente de plus du quart (26,7%) en dix ans, de 1951 à 1961. On note aussi que pendant la même décennie la population rurale est tombée de 20% à 11% (Linteau, Durocher, Robert, Ricard, *Le Québec depuis 1930*, p. 188).

- 5) Ces facteurs sont au cœur d'un autre développement qu'il faut noter : l'accentuation du processus qui fait que des masses d'hommes et de femmes sont désormais concentrées dans les villes ou proches des lieux de production, à qui le salariat fournit la base d'une condition commune ; l'entrée sur le marché du travail de milliers de femmes qui en avaient été traditionnellement exclues et qui forment maintenant 30% de la main-d'œuvre.
- 6) Retenons également comme traits marquants de la période, le développement de l'organisation et de l'activité de masses chez la population salariée, l'importance sociale et politique des grandes grèves comme celle de l'amiante (CTCC-CSN) en 1949 et le renforcement du mouvement syndical - au point de vue du nombre de ses adhérents, bien sûr, mais aussi au point de vue de son degré de concentration et de sa capacité d'agir comme force nationale sur le plan politique face au patronat dans son ensemble et au gouvernement (S. Denis et R. Denis, 1985). Témoignent de ce phénomène en particulier, le cartel intersyndical et les fronts communs formés au milieu des années 50 contre des législations gouvernementales, et aussi la création en 1957 de la FTQ. Mais deux traits parmi d'autres du syndicalisme dans ces années doivent aussi être notés : l'inorganisation des catégories salariées du secteur public et l'absence d'une véritable organisation syndicale nationale des enseignants. Ces faits montrent que le syndicalisme indépendant n'a pas encore rejoint des pans entiers de la force de travail, dans des secteurs stratégiques de la société, ce qui évidemment restreint la portée de son action.
- 7) Soulignons, de plus, l'impact de la croissance démographique et de la concentration de la population sur les besoins d'instruction publique et de santé et l'écart accru entre ces besoins et l'état de véritable arriération dans lequel le système d'enseignement, les services de santé et les services sociaux ont été maintenus. La population scolaire a presque doublé au niveau élémentaire entre 1945 et 1960, mais encore en 1951, rapportent Linteau, Durocher, Robert, Ricard (p. 316), plus de 70% des établissements scolaires n'ont qu'une classe. Chez les francophones, d'autre part, la seule voie d'accès à l'enseignement supérieur est celle d'un réseau de collèges privés, les collèges classiques. Ces auteurs décrivent ainsi le système scolaire québécois : "fragmenté, sous-financé, sous-développé, dépourvu de coordination, peu démocratique, élitiste et sexiste" (p. 320).

- 8) Face à ces développements, et largement contre eux, le trait dominant de la période que toutes les analyses décrivent en détail est le maintien du duplessisme, ce régime politique qui semble imbattable. On insiste sur son caractère anti-démocratique et arbitraire, sur son recours systématique au patronage qui tient presque lieu de méthode de gestion gouvernementale, sur sa politique pro-patronale et ses lois anti-syndicales, sa politique économique pro-impérialiste coiffée d'un discours autonomiste, provincial, son idéologie conservatrice et sa collusion avec la hiérarchie de l'Église catholique.
- 9) Toutes les études soulignent aussi la position et l'influence sociales dominantes de l'Église comme un trait marquant de la période : domination dans l'École, tant en ce qui concerne la structure du système qu'en ce qui touche le contenu même de l'enseignement, qui sont demeurés confessionnels ; domination aussi dans tout le domaine des affaires sociales : santé, bien-être, etc. ; influence décisive sur la mise en oeuvre du discours socio-politique dominant et sur les valeurs qu'il promeut. Les années 50 soulignent à quel point la séparation de l'Église et de l'État demeure une question non réglée au Québec. Et Clinton Archibald (*Un Québec, corporatiste*, 1984) soutient qu'il y a bel et bien eu une sorte de pacte entre l'Église et l'État québécois et que cet état des rapports entre les "deux puissances" correspondait aux vues d'aménagement de la société développées par les penseurs corporatistes (p. 134).
- 10) Le régime s'appuie sur un ensemble d'institutions héritées d'une autre époque qui, à leur tour, aident le régime à rester en place : par exemple, le Conseil législatif non élu et une carte électorale qui organise la sous-représentation des villes où est concentrée la majorité de la population, au profit des campagnes où les valeurs conservatrices trouvent un sol plus favorable.
- 11) Autre caractéristique de plus en plus notable à mesure qu'avance la décennie : les années 50 sont le terrain par excellence de la lutte contre ce régime, à tel point qu'on peut dire que l'opposition au régime devient peu à peu une caractéristique de la période plus importante que le régime lui-même qui est en déclin. Outre la présence active des travailleurs organisés, dont nous avons déjà parlé, des auteurs soulignent l'intervention déterminante d'autres forces :
 - Celles des créateurs, qui, notamment avec le coup d'envoi du manifeste du *Refus Global*, en 1948, s'engagent sous des formes diverses ; en

poésie, et en peinture tout particulièrement (André-G., Bourassa, *Surréalisme et littérature québécoise*, 1986).

- Celles de certains universitaires, groupés notamment autour de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval dirigée par le dominicain G.-H. Lévesque. Ce foyer d'opposition fait le lien avec certains secteurs de l'Église catholique qui dénonceront, à l'exemple des abbés Dion et O'Neil, l'immoralité politique du régime.
- Celles d'autres intellectuels, ne provenant pas tous du milieu universitaire, qui entrent en action par leurs écrits. Ce sont en particulier les gens de *Cité libre*, groupés autour de P.-E Trudeau, à qui toutes les analyses accordent un rôle important.
- On note aussi le renforcement de certaines franges de la bourgeoisie, plus urbaines, plus liées au développement économique capitaliste, davantage ouvertes aux idées du "modernisme" valorisé partout, et à un rôle plus actif de l'État comme levier économique. Ces franges se renforcent au détriment des couches traditionnelles dominées par les notables des professions libérales qui, alliés à l'Église, fournissaient le personnel politique du régime.
- C'est en relation avec ces nouvelles "élites" en pleine ascension, qu'agit dans l'opposition au régime une couche de politiciens parmi lesquels il faut compter en particulier Jean-Marie Nadeau et Georges-Émile Lapalme. Ils sont regroupés autour du Parti libéral, mais leur formation, leur culture les rendent plus sensibles aux nouveaux besoins en éducation, aux besoins du développement scientifique, au rôle des arts et de la culture méprisés par le "Chef", au rôle de l'État. Partisans de la raison contre l'arbitraire, du renouvellement des mœurs politiques et du respect de la démocratie parlementaire, ils se situent, par leurs idées, non seulement dans l'opposition à Duplessis, mais aussi largement à contre courant de l'appareil traditionnel du Parti libéral. Portés par la vague de rejet anti-duplessiste, ils auront une influence déterminante sur la capacité du Parti libéral de se présenter comme principal levier de l'opposition au régime duplessiste.
- Signalons d'autre part un élément important relié à la question nationale. Les années 50 n'ont pas encore vu apparaître un mouvement nationaliste de masses, mais le phénomène de la discrimination nationale à l'endroit des Canadiens français joue à plein. La conscience de cette discrimination, notamment sur le marché du travail, devient plus vive au

sein d'une nouvelle génération plus scolarisée, mieux informée, plus consciente de ses possibilités, mais aussi des obstacles dressés devant elle. Dans les débats syndicaux qui concernent le projet de création d'un nouveau parti, en 1958, on voit les Québécois revendiquer la reconnaissance de leur caractère national spécifique avec plus d'insistance que jamais auparavant. Tout cela montre que si, dans les époques antérieures, le nationalisme fut surtout l'apanage des élites, il tend désormais à élargir ses assises à de plus larges couches de la population, à devenir un phénomène de masses dont les attentes débordent évidemment l'autonomisme pratiqué par Duplessis.

- Sur un autre plan, il faut noter l'impact de la télévision qui fait son entrée au Québec en 1952. Ce moyen de communication contribue puissamment à briser l'isolement de larges secteurs de la population, procure une ouverture sans précédent sur le monde, et nourrit aussi, comme le soulignent Linteau, Durocher, Robert, Ricard, (op. cit.) la conscience d'une identité nationale québécoise distincte (p. 368). Mais, parmi les médias d'information, c'est sûrement au journal *Le Devoir* que les analyses concèdent le rôle d'opposant le plus déterminant.
- 12) Tout, dans toutes les sphères de la société, signale aussi la fin prochaine du monolithisme idéologique (Monière, *Le développement des idéologies*, p. 308), le besoin pressant des libertés d'expression, et l'émergence d'un pluralisme idéologique qui aboutira à la Révolution tranquille.
- 13) Ajoutons enfin deux autres caractéristiques qui nous paraissent marquantes dans le développement socio-politique de cette période :
 - D'une part, la recherche de plus en plus active d'une formule politique alternative capable d'imposer la défaite au duplessisme, le Parti libéral étant loin d'emporter l'adhésion des forces qui animent la lutte contre le régime, notamment dans le mouvement ouvrier. On assiste à la tentative de constituer un Rassemblement démocratique de toutes les forces anti-duplessistes, pilotée par Trudeau et *Cité libre*, et aussi à la première véritable percée du mouvement syndical québécois sur le terrain de l'action politique : débat à la FUIQ, puis à la FTQ sur la création d'un parti des classes laborieuses qui serait relié au nouveau parti que le CTC veut créer sur la scène canadienne (R. Denis, 1979) ; débat sur l'action politique à la CTCC, qui, sous l'influence de son président Gérard Picard (plus tard président associé du NPD), révisé ses traditions et autorise ses affiliés à déployer une activité beaucoup plus ouverte sur le politique.

L'absence d'un parti distinct des deux partis traditionnels, qui répondrait aux nouvelles attentes croissantes dans la population, est un fait du développement socio-politique des années 50 (R. Denis, 1979). Une place à gauche existe sur la scène politique, mais elle ne sera pas comblée tout de suite, le Parti libéral réussissant temporairement à polariser autour de lui la majorité des éléments qui cherchent une alternative. Quelques années plus tard, la place libre sera prise par un nouveau parti, le Parti Québécois.

- D'autre part, l'influence ou la simultanéité des développements comparables qui surviennent ailleurs au Canada, et qui permettraient de relativiser ou de mieux apprécier la portée de l'évolution au Québec même ; et l'influence des développements internationaux. Sur ces deux plans, on doit constater que les études sont largement silencieuses et qu'il reste beaucoup de travail de recherche à accomplir. Notons simplement à titre d'exemples : la montée ouvrière et les grandes grèves de l'après-guerre en Europe et aux États-Unis, en particulier dans l'automobile, l'acier et les mines, et auxquelles on pourrait sûrement relier la nouvelle combativité ouvrière au Québec ; le processus de déconfessionnalisation du syndicalisme catholique à l'échelle internationale, dans lequel s'intègre celle de la CTCC ; l'influence de courants chrétiens tel celui de la revue *Esprit* qui, transposés au Québec, encouragent incontestablement la remise en question des liens étroits de collaboration qu'entretient la hiérarchie avec un régime de plus en plus décrié ; le développement de situations révolutionnaires comme celle de Cuba, et l'impact des mouvements et des processus de libération nationale anticoloniale en Afrique. Il n'est pas possible de produire une analyse isolée du développement socio-politique des années 50 au Québec, comme si ce développement et les forces qui s'y déploient échappaient à toute la conjoncture canadienne et internationale de cette période. Le fait de situer dans ce contexte plus large la condition du Québec permettrait sans doute de mieux saisir à la fois ses traits généraux et ses aspects spécifiques.

II.

Un essai de synthèse

[Retour à la table des matières](#)

Formulons maintenant quelques remarques de portée plus générale sur les traits caractéristiques des années 50 que mettent en relief les études existantes.

Un large mouvement social se met en branle qui contredit de multiples façons et sous plusieurs angles l'état de choses existant. Opposition croissante entre les besoins d'une population urbaine et les institutions. Cela est visible dans le secteur de l'éducation, dans celui de la santé, mais aussi face au problème du chômage croissant à la fin de la décennie. Cela est visible également par rapport au caractère anti-démocratique de la carte électorale qui conserve notamment les dix-sept "comtés protégés" et transforme systématiquement la majorité en minorité.

Opposition croissante entre les besoins d'un prolétariat qui prend conscience de sa force et d'un patronat attaché à l'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché. L'intervention constante du régime, à l'appui du patronat, par sa police et ses législations, contribue plus que tout à dévoiler l'image d'un État-Patron et à faire de luttes dont le point de départ était économique des luttes politiques d'opposition à tout le régime.

Opposition des créateurs et des intellectuels dont la nécessaire liberté d'expression est foulée au pied et méprisée par l'idéologie dominante et la censure.

Opposition d'une partie du clergé catholique dont les positions sont menacées par la collusion entre la hiérarchie et un régime de plus en plus rejeté. A ce foyer de contestation, il faut joindre le journal *Le Devoir* lié à l'archevêché de Montréal.

Opposition croissante de secteurs montants de la bourgeoisie face à un gouvernement dont le patronage et la corruption arrivent de moins en moins à soutenir politiquement leurs intérêts. Rétrécissement de plus en plus marqué de la classe des cultivateurs qui servait de "clientèle" au régime, au profit des monopoles et des populations concentrées dans les villes.

Toutes ces manifestations, et bien d'autres encore, d'une opposition montante sont l'expression d'un aiguïsement sans précédent des contradictions à tous les niveaux. Ce sont ces contradictions qui produisent le mouvement social et annoncent les transformations à venir, même si à l'époque la multiplicité des contradictions sur plusieurs fronts (ex : le manifeste, *Refus* global, et la grève de l'amiante) ne permet pas facilement de les reconnaître comme un phénomène d'ensemble.

Un des traits les plus frappants du développement politique des années 50, c'est aussi la question, déjà posée mais non résolue, de la conquête de l'autonomie par toute une série d'organisations et d'institutions, la question de leur détachement progressif. Indépendance du système scolaire et des services sociaux vis-à-vis de l'emprise de l'Église ; indépendance des travailleurs et des travailleuses comme classe sociale distincte par l'accès plus massif à l'organisation syndicale ; indépendance du syndicalisme d'origine catholique vis-à-vis de ses bases confessionnelles et de la doctrine sociale de l'Église ; affirmation de l'indépendance des créateurs, poussés jusqu'à "l'exil" pour certains, vis-à-vis du régime ; indépendance des instituteurs et des institutrices dont le mouvement corporatif équivaut presque à une tutelle partagée de l'État et de l'Église. Indépendance d'une nouvelle génération de jeunes plus scolarisés, mieux informés, qui s'affirment et se dressent face aux valeurs et à l'idéologie dominante traditionnelles. Affirmation d'un mouvement d'indépendance de la presse vis-à-vis du pouvoir qu'exprime en particulier *Le Devoir*. Indépendance de plus en plus ouverte des universitaires et des intellectuels face au gouvernement, malgré les menaces de représailles et la censure.

D'autres exemples pourraient sûrement illustrer ce processus qui s'amorce et se renforce, mais une chose paraît évidente : la conquête de l'organisation et de l'action de masses indépendantes face au régime est un puissant facteur de déstabilisation de sa domination. Voilà aussi pourquoi les grèves des ouvriers organisés en syndicats, qui sont une manifestation éclatante de l'indépendance de l'organisation et de l'action exercée non pas par de simples groupes minoritaires mais par des secteurs significatifs des masses salariées, s'avèrent le pôle le plus menaçant de l'opposition anti-duplessiste dans cette période.

III.

Une troisième et dernière remarque par rapport aux caractéristiques de la période s'impose

[Retour à la table des matières](#)

La scène politique est occupée par une lutte qui oppose un gouvernement rétrograde et répressif et un ensemble de forces sociales qui dressent leurs revendications sociales et démocratiques. Une telle caractérisation de la période semble assez évidente, mais elle paraît à tout le moins réductrice, car un trait typique des années 50, c'est justement qu'on ne saurait les définir comme une simple conjoncture d'opposition et de lutte croissante contre un gouvernement.

Le duplessisme, c'est bien sûr un gouvernement, mais c'est aussi la représentation d'un combat d'arrière-garde, la défense d'un ordre ancien codifié par toute une série d'institutions et d'idéologies de plus en plus en contradiction avec la réalité économique et sociale. Ces institutions ne sont pas toutes, loin s'en faut, des créations du régime ; elles ont souvent été mises en place bien avant lui, mais plus le régime semble s'y agripper pour les défendre et se défendre avec elles, plus elles paraissent menacées d'être emportées. Ainsi, la lutte contre le duplessisme, qui est une lutte contre un gouvernement, est aussi, et peut-être surtout, une lutte dans laquelle s'imbriquent à la fois des questions sociales et politiques typiques de cette époque et aussi un mouvement de revanche contre le retard historique (*...Après deux siècles de patience*, dira le titre d'un ouvrage de Bergeron).

Dans ces années s'opère, pour la première fois de manière aussi dense, la rencontre entre l'opposition à un gouvernement et une lutte qui déborde ce terrain pour s'attaquer à toute une série de questions non réglées par l'histoire, qui touchent à l'État, à la démocratie, au rapport entre les classes fondamentales, à la place et au rôle de la classe ouvrière, à la question nationale, à la séparation de l'Église et de l'État, etc. C'est peut-être pour cette raison que les luttes sous le duplessisme rejoindront des couches aussi larges de la société, entraînant dans l'opposition presque tous les secteurs, et qu'elles atteindront un degré d'exacerbation peu commun dans cette société. Quoi qu'il en soit, l'intérêt que

présentent ces années dépasse de beaucoup l'étude d'une lutte politique conjoncturelle. Elles marquent un "dégel" historique, elles sont un déclenchement, un début annonciateur et là réside en premier lieu leur intérêt.

Comme nous l'avons évoqué en introduction, nous souhaitons maintenant aborder pour conclure la question d'interprétation posée par l'analyse des années 50.

Citons d'abord deux textes :

En 1949, il y a eu la grève mémorable de l'amiante parce que les travailleurs industriels du Québec suffoquaient dans une société encombrée d'idéologies inadéquates et d'institutions oppressives ; parce que l'importance pour la nation de la classe ouvrière était hors de commune mesure avec son peu de prestige ; (...) à cette époque le prolétariat québécois avait été amené par la logique de son développement, à se tailler dans la communauté une place en rapport avec son nombre et son utilité sociale. il s'est trouvé que c'est dans l'amiante que le feu a pris" ².

On l'aura sans doute reconnu, il s'agit d'un texte de Pierre E. Trudeau, dans l'ouvrage qu'il dirigea sur la grève de l'amiante et qui fut publié en 1956. A notre avis, ce texte mérite d'être cité pour deux raisons : il montre bien la portée générale d'un événement particulier, la grève de l'amiante ; d'autre part il est sans doute un des premiers textes publiés pendant les années 50 à accorder aussi clairement un rôle déterminant à la classe ouvrière dans le changement socio-politique. La grève est l'expression d'une contradiction fondamentale entre les besoins d'un prolétariat moderne et une superstructure idéologique et politique oppressive. C'est du choc de ces contraires que provient le changement.

Citons un deuxième texte :

Le bouleversement rapide que connut le Québec au début des années 60 ne provint pas d'une mutation brusque de son environnement social et économique. (...) Il s'agissait de l'enregistrement d'un état de fait : le déplacement de la population vers les villes ayant accentué les répercussions d'une industrialisation du système économique commencée pendant les années 30 et dont la prédominance devait s'affirmer après la seconde guerre mondiale. Le gonflement des effectifs urbains, en particulier dans la région montréalaise, facilita l'éclatement des cadres culturels de la société traditionnelle devenus trop étroits pour contenir les aspirations à la modernité des classes sociales. En effet, bien avant 1960, de nouvelles élites, ayant reçu une formation universitaire en sciences humaines et diffusant leur pensée par l'intermédiaire de nouveaux médias électroniques avaient commencé de battre en brèche l'ordre établi (...) ³.

² P.-E., Trudeau, *La grève de l'amiante*, Montréal, Les Éditions Cité libre, 1956, p. 90.

³ Dion, Léon, De Sève, Micheline, « Québec ou l'émergence d'une formule politique alternative », dans *Le système politique québécois*, sous la direction d'Édouard Cloutier et Daniel Latouche, Montréal, HMH, 1979, p. 540.

Ce texte a été publié en 1979 par Léon Dion, en collaboration avec Micheline De Sève. Il nous paraît intéressant pour les raisons suivantes : il reconnaît d'abord l'impact des contradictions qui opèrent au sein de conditions objectives comme facteur de changement social : par exemple, une population urbaine dont les aspirations sont étouffées par des cadres culturels devenus trop étroits. Mais la force sociale porteuse du changement qui va résoudre cette contradiction est celle des nouvelles élites accédant au pouvoir par l'intermédiaire du Parti libéral en 1960. Dion écrira, au sujet de cette période et de celle de la Révolution tranquille, que la population "s'est vue soudain forcée par ses dirigeants politiques de réaliser l'ampleur de son inadaptation à un milieu de vie résolument urbain et fortement industrialisé et de combler rapidement ce décalage"⁴.

On notera ici que l'explication proposée du changement accorde aux élites le rôle moteur. Elles sont vues comme actionnant les transformations, alors que la masse de la population, et en particulier les syndicats et la classe ouvrière, ne paraît pas jouer un rôle déterminant. Ce type d'analyse reproduit, en quelque sorte, la place que s'attribuent les élites, et en particulier les élites universitaires dans la transformation de la société. L'analyse est ni plus ni moins qu'une théorisation valorisante de leur rôle. Elle rejoint à sa façon l'interprétation d'un Lapalme (citée en exergue au début de ce texte) qui, comme chef de l'opposition parlementaire, perçoit le processus du changement à travers son propre rôle et celui du Parti libéral.

Le texte de Dion et De Sève, choisi parmi bien d'autres, est assez représentatif, non pas nécessairement de la pensée actuelle de ses auteurs, mais d'un courant d'analyse qui accorde ou accordait aux couches montantes de la bourgeoisie québécoise urbaine désignées comme les nouvelles élites, puis au système politique et à l'État, le rôle moteur du changement socio-politique des années 60. Dans cette perspective, les transformations sont perçues comme venant d'en haut plutôt que d'en bas, et les réformes correspondent aux besoins économiques et politiques de la classe dominante ou de l'une ou l'autre de ses fractions, mais elles ne sont pas (ou sont moins) le produit de l'action revendicatrice d'un mouvement social aux multiples composantes. Les sociologues Gérard Fortin et Gérard Dion, le politologue Gérard Bergeron partagent pour l'essentiel cette interprétation en ce qui concerne la Révolution tranquille. "L'État, écrira, par exemple Gérard Fortin, apparaissait comme le seul moyen d'opérer une modernisation orientée dans le sens désiré (...). L'État devait

⁴ *Idem*, p. 537.

donc non seulement réformer le social...(…) mais bâtir une économie québécoise" ⁵.

Des historiens reprennent une argumentation très proche. Dans leur *Histoire du Québec contemporain*, tout en reconnaissant un rôle déterminant aux syndicats dans les années 50, les auteurs écrivent : "La prospérité d'après-guerre favorise le développement d'une classe moyenne dont les aspirations expriment un net désir de modernisation et d'ascension sociale(...)". Au sein de cette classe, les francophones sont défavorisés. Ce blocage social fera de la classe moyenne francophone le principal ferment de la Révolution tranquille ⁶.

Ce diagnostic est, sinon contredit, du moins contrebalancé par d'autres études qui ont démontré, non seulement pour les années 50 mais aussi pour les années 60, le rôle de ferment essentiel du mouvement ouvrier dans plusieurs transformations opérées à cette époque.

Notre propos cependant n'est pas de juger des auteurs, mais de constater qu'au cours des dernières années, un développement significatif s'est effectué dans les analyses sous la forme d'une reconnaissance et d'une prise en compte beaucoup plus directe et beaucoup mieux intégrée de l'intervention des phénomènes et des organisations de masses sur la scène politique. Cela nous paraît constituer un progrès décisif.

Bourque et Legaré noteront en 1979 : "Les diverses analyses de la Révolution tranquille ont jusqu'ici insisté presque unilatéralement sur les luttes entre les fractions des classes dominantes, comme si les classes dominées n'étaient que de purs objets des transformations politiques. S'il ne fait aucun doute que l'État québécois reproduit le grand capital, il le fait au centre de rapports de forces au sein desquels les masses populaires tiennent une place importante." En d'autres termes, il ne s'agit pas de considérer que l'État ou les classes dominantes sont un pôle passif des contradictions et du mouvement social qui ne viendrait que d'en bas, mais il s'agit de voir que dans les rapports contradictoires qui se nouent sur la scène, la classe ouvrière et la population laborieuse ont un rôle dans le changement de l'ordre existant en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts. Et

⁵ Gérald, Fortin, « Les transformations du pouvoir (1966-1980), dans *La transformation du pouvoir au Québec*, ACSALF : colloque 1979, Montréal, Éd. Albert Saint-Martin, pp. 3-10. [Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁶ P.A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, pp. 190-191.

Bourque, Legaré concluent sans équivoque : "C'est au prix de réformes réclamées par les organisations de masses que pourra être réalisée la Révolution tranquille ⁷".

De même en réponse à diverses contributions analytiques sur la transformation du pouvoir au Québec depuis vingt-cinq ans, le sociologue Jacques T. Godbout a livré des réflexions qui nous semblent tout à fait pertinentes pour la compréhension du développement socio-politique de cette période. Nous les citerons en guise de conclusion :

L'absence de grande bourgeoisie et la non-souveraineté sont notamment deux traits "originaux" de la société québécoise, qui découlent de l'absence tant au Québec qu'au Canada anglais, de révolutions bourgeoises de libération nationale. On oublie trop souvent que le Canada est le seul pays des Amériques dont la bourgeoisie n'a pas réalisé l'indépendance politique contre la métropole. (...) Or ces traits rendent d'autant plus nécessaire l'élaboration d'une explication sur la genèse de cette "nouvelle bourgeoisie modernisatrice", qu'il paraît insuffisant de considérer comme un phénomène allant de soi et expliquant le reste. Bref, ces "opérations entre fractions" de la bourgeoisie demandent à être expliquées, à moins que l'on postule que tout ce qui est important dans une société capitaliste se passe nécessairement au sein de cette classe, qui aurait seule droit au statut d'acteur dans l'histoire, les autres groupes de la société étant nécessairement manipulés par ses différentes fractions ou déterminés par les exigences objectives de la reproduction de la force de travail. (...)

C'est dans ce contexte qu'il faut étudier la genèse de la bourgeoisie modernisatrice et les transformations de l'État québécois. Autrement, on a tendance non seulement à exagérer l'importance de ces deux phénomènes (...) mais aussi à leur attribuer un rôle moteur dans les transformations du Québec, alors que souvent, ils n'ont constitué que des adaptations de la pensée nationaliste et des structures étatiques à des changements déjà réalisés dans la société québécoise, adaptations qui ont été influencées par ceux qui se situent au coeur de la réalité, comme les organismes syndicaux ⁸".

Fin du texte

⁷ G. Bourque, A. Legaré, *Le Québec, La question nationale*, Paris, Maspero, 1979, pp. 172-173. [Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁸ Jacques Godbout, « La transformation du pouvoir au Québec : quelques réflexions en guise de synthèse », dans *La transformation du pouvoir au Québec*, pp. 341-342. [Texte bientôt disponible dans les Classiques des sciences sociales. JMT.]